

## COMMISSION ENVIRONNEMENT DU 12 MARS 2022

Débat autour du courrier proposé sur la question de la déclaration de l'état d'urgence auprès de la CCF (courrier en annexe à la fin) qui sera également porté en conseil municipal

→ essayer de jouer sur tous les leviers

→ ne pas espérer convaincre / ne pas être dans le jugement : proposer !

→ certains membres sont résignés quant à convaincre les gens, mais justement il ne s'agit pas de convaincre mais de donner l'opportunité à chacun d'être informé pour se positionner en toute connaissance de cause

→ agir pour être en accord avec soi-même : « j'ai essayé, j'ai fait ma part »

Des propositions

- créer une mini-forêt / une forêt comestible ?
  - groupe de travail (responsable : Aline) qui élaborera un plan d'actions
- panneaux solaires
  - achats groupés, coopérative, autoconsommation collective, ...
  - créer un groupe de travail / proposer une réunion publique « la commission environnement vous propose une réunion sur l'enjeu de la production d'énergie solaire citoyenne » → Rodolphe
- extinction des lumières la nuit : la municipalité y travaille avec le syndicat d'électrification SDEHG
  - il est prévu que seul le centre du village soit éclairé (extinction du reste de minuit à 5h)
  - faut-il étendre ces horaires (23h-6h) ?
  - Faut-il éteindre même le centre du village ?
  - Question sur les LED et un éclairage trop froid
  - possibilité de baisser l'intensité : oui, c'est déjà fait et toujours en étude
  - intéressant d'avoir un planning sur l'évolution de l'éclairage public
  - la municipalité fera un retour sur ces éléments, y compris les enjeux financiers
- enjeu des hôtels à insectes / apiculture / nichoir biodiversité / Ligue de Protection pour les Oiseaux : créer des espaces protégés (sans produit phytosanitaire)
  - création d'un groupe « biodiversité faune » de travail qui fera une proposition en partenariat avec le CMEJ → Marion
- distribuer des outils de sensibilisation à direction des enfants
  - penser une mise en avant sur les actions menées par l'école, le village, et mettre à disposition des ressources → site internet / lettre électronique / penser une communication « unifiée » et visible sur ce sujet

- enjeu de la « biodiversité flore » :
  - ensauvagement des terres municipales
  - nouvelles plantations ?
  
- enjeu de l'alimentation végétale : sensibiliser via experts / **ateliers** en présentiel ou vidéo, ...
  - groupe de travail sur la création d'actions → **Aline**
  
- forêt communale : la passer en espace naturel sensible
  - espace de sensibilisation / d'éducation
  - un nouveau lieu communal
    - municipalité → **Mathilde**
  
- « incroyables comestibles » : planter des fruitiers mais aussi des légumes dans l'espace public en libre service → **Aline**
  
- zéro phyto dans la commune
  - 1<sup>er</sup> juillet 2022 : interdiction du glyphosate dans les cimetières
  
- projet de mini-écovillage avec autonomie énergétique / alimentaire
  - projet qui semble trop lourd à porter pour notre commune, mais si un porteur de projet se présentait, la commission s'interrogerait → **Gérald**
  
- ciné-débat avec programmation (proposition de programmation par toutes et tous)
  - **Rodolphe**

### *Proposition pratique*

Etes-vous d'accord avec la possibilité de partager via la commission environnement par mail des informations trouvées sur internet (quitte à ce que fatalement parfois il y ait des « connotations politiques »)

Date pour étaler le BRF : samedi 2 avril à 10 h (voir le temps / l'humidité du BRF)

→ proposition sera faite aux familles qui ne sont pas venues chercher l'arbre pour la naissance

Les responsables d'actions proposeront aux membres de la commission de s'inscrire au groupe de travail qui les intéresse pour faire une première réunion qui sera organisée par le responsable

***Prochaine commission le samedi 9 avril à 10h en mairie***

## POUR UN DÉBAT D'ORIENTATION ENVIRONNEMENTALE

Je commencerai par dire que je ne remets en question le travail de personne. Que je n'accuse personne. Ou alors une seule personne. Ma personne. Parce que depuis 2 ans que je suis élu, le constat est amer : je suis la COP21, 22, 23, 24, 25, 26. Je suis devenu un acteur direct de ce « déni cosmique ». A l'image des ministres de l'écologie dont j'ai toujours trouvé qu'ils n'en faisaient pas assez, qu'ils n'osaient pas assez. Je me cherche des excuses, j'en trouve : on a besoin de routes en bon état, de crèches, de la fibre, d'une nouvelle école, ... et le monde continue sa course folle vers le mur climatique.

Mais au fond de moi je sais. J'ai compris. Je suis informé. Personne ne trouvera d'excuses à notre société dans le futur. Dans le foutur plutôt, puisque la novlangue est si chère au monde d'avant comme au monde d'après. Je peux me consoler en prenant mon sac à pain, mon vélo, en triant mes déchets... j'en suis pathétique. Je peux me consoler en consommant moins mal, en limitant mon empreinte carbone tant bien que mal. Mais qui consolera mes enfants, nos enfants, demain, quand ils survivront dans la planète hostile que nous leur construisons jour après jour. Qui pourra les regarder dans les yeux sans se sentir coupable.

Nous savons, la menace est bien visible, l'iceberg a émergé... "Ces changements irréversibles dans les écosystèmes minent nos moyens de subsistance, explique la climatologue Debra Roberts. C'est une menace existentielle. Non seulement pour la nature, mais aussi pour les personnes qui en dépendent. Donc il faut gérer ces deux menaces de concert."

La vie quotidienne d'au moins 3,3 milliards de personnes "est déjà très vulnérable au changement climatique" et le risque de mourir à cause de conditions météorologiques extrêmes est 15 fois plus élevé, indique le dernier rapport du GIEC. Les enfants d'aujourd'hui, qui seront peut-être encore en vie en 2100, seront confrontés à des extrêmes climatiques quatre fois plus nombreux qu'aujourd'hui, même si le réchauffement n'est que de quelques dixièmes de degrés supplémentaires par rapport à la chaleur actuelle. Les données scientifiques indiquent que pour relever le défi, le monde doit réduire les émissions de 45% d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. "Sur la base des engagements actuels, les émissions mondiales augmenteront de près de 14% au cours de la présente décennie", ce qui sera "une catastrophe".

Pour la première fois de son Histoire, l'Humanité doit enfin entrer en guerre ! Une guerre mondiale où l'ennemi ne sera ni un pays, ni un peuple, ni une culture. Mais bien un modèle de développement. Cependant, l'esprit humain est ainsi fait que lorsque la réalité est trop difficile à accepter, la marche trop grande à franchir, alors il se réfugie dans le déni. Nous, élus, plus que tout autre citoyen, n'avons pas le droit de porter ces œillères. Nous avons le devoir de préparer l'avenir. Et force est de constater que nous échouons. Emportés essentiellement par la gestion technique et administrative, quand prenons-nous le temps de poser la question essentielle : les arbitrages budgétaires que nous effectuons sont-ils issus de notre volonté politique de préparer le futur, ou répondent-ils seulement à des besoins immédiats pratiques ? Faut-il dépenser 1 million d'euros pour construire une nouvelle crèche ou accompagner la mise en œuvre d'une société résiliente ? Faut-il dépenser des millions d'euros pour entretenir toutes nos routes quand les doutes sont immenses sur notre capacité à alimenter en énergie les milliers de véhicules qui les empruntent ? Et ce constat est

tragique : quand nous n'arrivons pas à l'échelle de notre territoire de 26 000 habitants à dégager des budgets pour la question environnementale et la résilience, happés et usés par les besoins immédiats ou court-termistes des administrés (des besoins réels – mais sont-ils essentiels ?), comment, quand nous en sommes incapables à notre petite échelle, croyons-nous possible que cela se fasse à l'échelle nationale ou internationale ?! L'élan ne viendra pas d'en haut, preuve en est des projections d'émissions de gaz à effet de serre, ou encore de l'évolution de la quantité de carbone dans l'air qui poursuit invariablement sa croissance exponentielle, COP après COP.

Tout est alors question d'acceptation et de volonté politique. La politique, celle que l'on aime, celle qui fait sens, c'est bien la volonté d'ouvrir des voies et des perspectives. Une fois la direction choisie, alors charge aux techniciens de la mettre en œuvre et aux élus de la porter auprès de la population.

Je m'excuse pour ce long discours, mais il me semblait important de donner un cadre aux demandes que je souhaite soumettre à cette assemblée, qui sont les suivantes :

**Serait-il possible que le conseil communautaire se réunisse en session extraordinaire avec pour unique point du jour un débat d'orientation environnementale ? Il pourrait porter sur les questions suivantes :**

*a. Information à la population : la CCF souhaite-t-elle organiser des fresques pour le climat à destination de la population ? Imaginer des cycles de présentation des enjeux climatiques à destination de la population comme cela a pu être fait lors de la convention citoyenne pour le climat ?*

*b. Consultation / participation : la CCF souhaite-t-elle interroger la population de son territoire sur la déclaration de l'état d'urgence climatique et son corollaire : le choix d'orienter les investissements prioritairement sur les enjeux environnementaux de résilience ? Si oui, souhaite-t-elle se doter d'un outil de participation pérenne et pratique, afin d'effectuer une consultation sous la forme d'un référendum local par exemple ?*

*c. La CCF souhaite-t-elle mettre au vote la proposition de déclaration d'état d'urgence climatique au conseil communautaire après consultation de la population*

*d. Si l'état d'urgence climatique a été déclaré, la CCF souhaite-t-elle définir une stratégie politique donnant priorité à la voie de la résilience sur notre territoire, en partenariat avec le département, le PETR, la région, l'État **et la société civile** ?*

Cordialement.



R. JACQUOT